

GRADES-  
KAZOZA

GROUPE DE REFLEXION SUR L'AVENIR DEMOCRATIQUE,  
ECONOMIQUE ET SOCIAL DU BURUNDI

(GRADES-KAZOZA)

REPUBLIQUE DU BURUNDI

**UN CLIMAT POLITIQUE APAISÉ, UN  
PRÉALABLE À DES ÉLECTIONS  
VÉRITABLEMENT LIBRES ET  
DÉMOCRATIQUES EN 2015.**



A seize mois des élections de 2015, aucun citoyen responsable ne peut rester silencieux devant un climat politique délétère et les manœuvres du pouvoir de réduire au silence toutes les forces vives de la nation burundaise et ainsi imposer une dictature féroce et un système politique quasi monopartite.

Les préalables pour la tenue d'élections crédibles sont loin d'être réunis et des signes avant-coureurs d'une crise électorale majeure sont déjà visibles: mise en place d'une commission électorale contestable, une volonté manifeste d'imposer une constitution taillée sur mesure, accélération du système de division des partis politiques dit « Nyakurisation », manipulation et infantilisation des électeurs du monde rural, la promulgation par le Président Nkurunziza de la loi sur la presse très contestée et qui prévoit la restriction de la protection des sources, de fortes amendes pour des journalistes qui ne la respecteraient pas ; le projet de loi également très contesté sur les réunions publiques et les manifestations sur la voie publique ; la demande du gouvernement du Burundi du départ prématuré du BNUB ; la création et l'entretien d'une milice par le parti au pouvoir, etc.

Dans son discours de fin d'année 2012, le Président de la République avait lancé en haute pompe, un message rassurant, appelant des leaders de l'opposition à rentrer au pays afin de se préparer sereinement aux échéances de 2015. Certains observateurs avaient prédit qu'il n'y avait pas lieu de s'emballer et ont tenu à relativiser la portée d'un tel discours, faisant remarquer le fait que par le passé, les discours du chef d'Etat Burundais se sont arrêtés à l'effet d'annonce, et sont rarement suivis d'effets concrets; voyez où on en est avec la politique de tolérance zéro contre la corruption, la mise en place de la Commission Vérité Réconciliation, la construction de trois universités, etc.

Et comme il fallait s'y attendre, les premiers leaders qui ont répondu positivement à cet appel du président de la république n'ont pas tardé à déchanter; on se rappellera à cet effet des difficultés rencontrées par SINDUHIJE et KAMPAYANO, notamment le molestage par "les forces de l'ordre", des militants venus les accueillir ou des actions de jeunes IMBONERAKURE barrant la route à ces leaders afin de les empêcher de rencontrer leurs militants, sous l'œil complice des dits forces de l'ordre.

Le retour du Président du parti FNL, Agathon RWASA fut un grand moment de la manifestation de cette intolérance politique, par le parti au pouvoir via son ministre de l'intérieur, particulièrement zélé et agissant sans doute sur ordre de qui on sait. Des représentants de missions diplomatiques à Bujumbura ont été spectateurs médusés face à l'intervention de policiers à qui on avait demandé de s'interposer contre de paisibles militants venus par milliers pour saluer le retour solennel de leur leader. Chacun a pu constater l'embarras de l'administratrice de Kinindo et surtout de certains policiers soucieux d'éviter l'affrontement, attitude contrastant avec celle on ne peut plus belliqueuse de certains ténors CNDD-FDD, en premier lieu le Ministre de l'intérieur, Edouard NDUWIMANA.

Nous ne reviendrons pas ici aux manœuvres en cours pour abroger la constitution de 2005 et mettre fin aux accords d'Arusha dont elle est l'émanation. Chacun aura compris que l'enjeu est la quête d'un troisième mandat pour l'actuel locataire du palais de KIRIRI, écartant au passage tous ses rivaux afin d'asseoir une dictature style "Akazu" qu'on a connu sous d'autres cieux, avec les conséquences que l'on

connaît.

Malgré les recommandations d'observateurs dépêchés en 2010 et qui ont évité diplomatiquement de parler de fraudes massives, se contentant de signaler "quelques irrégularités", le CNDD-FDD n'entend pas obtempérer pour 2015, que du contraire. "Au CNDD-FDD, les chiens aboient la caravane passe, nous agissons, nous faisons ce que nous voulons, tandis que les autres vont continuer à braire", disait en substance un ténor du CNDD-FDD à un journaliste d'IWACU. Et parmi ces actions planifiées par le parti au pouvoir, retenons en trois:

## **1. Empêcher autant que possible la candidature d'Agathon RWASA aux élections de 2015.**

Ce plan "A" déjà en action consiste à usurper le parti FNL et de le confier aux hommes de paille, principalement Jacques BIGIRIMANA infiltré au PALIPEHUTU FNL depuis 2004, moyennant finances à l'époque et aujourd'hui récompensé par un poste de Directeur commercial à l'office du thé du Burundi, alors qu'il ne dispose que d'une formation en plomberie! A un degré moindre, Emmanuel MIBURO doit suivre le mouvement, mais il aurait déjà montré son manque d'enthousiasme, ce qui explique sa récente rétrogradation. La grossièreté de la manipulation est telle que MIBURO se sentirait aujourd'hui beaucoup mieux, dans son nouveau rôle moins en vue.

D'autres cadres enrôlés pour cette même tâche ont préféré se retirer en demandant au ministre de l'intérieur de restituer le parti FNL au leadership légitime, issu du seul congrès légal de novembre 2009. Peine perdue, c'était comme se plaindre chez un python après avoir été mordu par un serpent. Pour autant, les militants "ABANAMARIMWE" n'ont pas abdiqué devant cette énième NYAKURISATION du FNL. Mais que faire des militants lorsque leur canal légal d'expression est usurpé par des imposteurs soutenus par celui-là même qui devrait assurer l'arbitrage, à savoir le ministre de l'intérieur, déjà cité.

## **2. Salir l'ADC IKIBIRI et créer la zizanie entre leaders de l'opposition afin d'éviter toute coalition solide.**

Après avoir bloqué "légalement" les FNL, le parti au pouvoir a pris soin de mettre dans sa future constitution une clause spéciale aux fins de bloquer le probable candidat RWASA, au cas où celui-ci songerait à se présenter comme indépendant ou plus vraisemblablement s'il était présenté par l'ADC IKIBIRI. En plus de ce blocage, les mêmes autorités CNDD-FDD s'évertuent à tromper les BANAMARIMWE (militants du parti FNL) et d'autres citoyens qui sont en train de prendre conscience du fait que l'union devra faire la force, pour écarter ce parti CNDD-FDD qui affame son peuple pour engraisser les dignitaires. Attention! Les partis qui composent l'ADC IKIBIRI sont en panne de militants et sa composition est suspecte" ! Voilà le genre de discours tenu par les caciques du parti au pouvoir.

Or, la panne de militants des partis tels que le MSD, UPD, FRODEBU, ... est encore à démontrer, compte tenu du désenchantement progressif des militants CNDD-FDD abusés par leurs leaders. Par ailleurs, les limites de la solidarité ethniques sont aujourd'hui évidentes et les dirigeants actuels n'ont rien fait pour alléger la misère de la classe moyenne et celle du monde rural dont ils sont pourtant issus.

Faut-il aussi rappeler à ceux qui critiquent en sourdine la composition «mixte» de l'ADC que l'actuel tandem à la présidence de la république n'est pas non plus monolithique, même si la tendance est de reléguer l'autre partenaire à la figuration. A ce sujet, les députés upronistes sont placés devant leur responsabilité car si le projet de constitution du CNDD-FDD devait passer, les actuels députés UPRONA seront à jamais pointés du doigt comme responsables d'un recul historique de nos institutions, arrachés durement grâce aux accords de 2000 à ARUSHA.

Ainsi, pour parer à toute tentative de corruption, arme habituelle du CNDD-FDD, les députés UPRONA devront emboîter le pas aux groupes parlementaires du FRODEBU NYAKURI et des BATWA pour refuser d'entrer dans l'hémicycle de KIGOBÉ afin de donner encore une chance à la préparation d'une constitution viable et concertée. En agissant ainsi, ils auront rendu service non seulement à la nation, mais aussi aux parlementaires CNDD-FDD, dont un bon nombre n'approuve pas cette constitution clairement dangereux pour l'avenir démocratique et socioéconomique du Burundi.

La très récente tentative par le CNDD-FDD de NYAKURISER l'ADC IKIBIRI montre à quel point le pouvoir redoute ce projet de l'ADC de présenter un candidat unique face à celui du pouvoir. En effet, l'entente entre partenaires de l'opposition leur serait profitable à plus d'un titre: Les chances de chasser l'actuel parti au pouvoir augmenteraient, les partenaires du Burundi seraient rassurés car ils veulent entendre une seule voix de l'opposition faute de quoi ils se résoudraient à soutenir celui du pouvoir qui aurait gagné, médiocre, soit-il. Enfin, en se présentant sous une seule entité, les leaders de l'opposition se prémuniraient chacun contre une attaque individuelle (procès judiciaires réels ou concoctés de toutes pièces, attentats possibles....) et seraient financièrement mieux armés pour la campagne de 2015 face à un candidat du pouvoir qui utilisera illégalement les moyens de l'Etat.

### **3. Stratégie du double langage face aux bailleurs et à la communauté internationale.**

Au cours de l'émission "ABADUSERUKIRA" de ce samedi 16 Novembre sur les ondes de la RPA, Onésime NDUWIMANA, porte-parole du parti au pouvoir et son compère, Jacques BIGIRIMANA du FNL Nyakuri, petite filiale du CNDD-FDD, n'ont pas hésité à confirmer leur souhait de départ du BNUB, tout en lui demandant de continuer à intercéder pour le déblocage des fonds. Ainsi pour le CNDD-FDD, des représentants de la banque mondiale, du PNUD, FAO, bref tout ce qui se rapporte aux fonds, l'argent..... Peuvent bien rester. Il est donc désormais de notoriété publique que le parti au pouvoir se méfie des partenaires internationaux dans la mesure où ceux-ci lui demandent de respecter leurs engagements, notamment en matière de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de la démocratie. Ainsi, par exemple, certains de nos partenaires se sont déjà prononcés contre ce projet de constitution et surtout contre la méthodologie utilisée.

S'il s'agissait d'un consensus entre protagonistes nationaux, nos partenaires étrangers ne s'y mêleraient pas outre mesure. Or, si ce texte de la nouvelle constitution préparé unilatéralement par une seule partie et taillé pour cause, devait être adopté en l'état actuel, il hypothèquerait déjà l'issue des élections de 2015. Le CNDD-FDD prévoit précisément ce scénario. Et lorsque le ministre de l'intérieur

évoque un possible référendum, il s'agit simplement d'un bluff, une sorte de disposition de bonne volonté, destinée aux bailleurs que certains au CNDD-FDD qualifient en coulisses d'idiots utiles à cause de leur influence et surtout de leur argent.

A ce sujet, le ministre de l'intérieur menaçait il y a peu, que si les occidentaux continuent à faire tant d'exigence au gouvernement Burundais, celui-ci pourrait envisager de reconsidérer l'envoi de ses troupes en Somalie ou ailleurs. Or, qui ignore que, devant le déficit du budget national consécutif à une corruption massive, l'envoi de ces troupes constitue plutôt un bol d'oxygène pour un Etat qui paye difficilement ses fonctionnaires, militaires et policiers y compris!

Pour conclure, nous recommandons aux responsables des partis d'opposition de s'organiser en conséquence et exiger la mise en application de la feuille de route convenue à KAYANZA en mars 2013 et dont il sera encore question du 27 au 29 novembre dans les enceintes l'hôtel Royal Palace. Certains points cruciaux de cette feuille de route comme l'amendement de la constitution, le code électoral, etc. devront revenir sur la table de discussion sans aucune concession sur toute manœuvre visant à violer les accords d'Arusha ou mettre hors-jeu de la course électorale tout acteur des élections 2010 dont le contentieux a fait couler beaucoup de sang de nos concitoyens et condamné à l'exil pas mal d'acteurs principaux du paysage politique burundais. Nous recommandons enfin aux bailleurs et acteurs internationaux de continuer à soutenir le processus démocratique burundais tout en restant attentifs au fait que les uns et les autres respectent leurs engagements respectifs tant sur le plan national, régional qu'international.

Pour le GRADES-KAZOZA,

Alfred BAGAYA